



ÉDUCATION NATIONALE : UN BUDGET 2025 QUI MAINTIENT LE CAP POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE MACRON

Elisabeth Borne a présenté elle-même, lors du CSA ministériel, la répartition des moyens 2025 pour l'Éducation nationale.

Ce fut l'occasion de sortir du flou instauré par les déclarations du premier ministre lors de ses diverses interventions devant la représentation nationale, notamment autour des suppressions ou non de postes.

Nous comprenons finalement qu'il n'y aura aucune suppression de postes d'enseignant-es à la rentrée 2025 ou quasiment... En effet, le premier degré, « priorité » affichée de l'ère Macron va subir des suppressions de postes afin de nourrir les besoins pour les groupes de niveau au collège. La CGT Éduc'action ne peut accepter une telle décision alors que les personnels manquent déjà cruellement dans les classes. Ainsi, si on peut se « réjouir » que la saignée annoncée sous le mandat Barnier n'intervienne pas, nous rappelons que nous continuons d'exiger des créations massives de postes dans tous les métiers de ce ministère, préalable à toute possible amélioration du Service public d'éducation qui est en train, au contraire, de prendre le chemin mortifère de l'hôpital public.

Nous actons la création de 170 CPE, de 600 AEd et de 2000 ETP d'AESH. C'est un premier pas positif à mettre au crédit de la mobilisation des personnels ce jeudi 16 janvier, mais il faudra voir la réalité de sa mise en œuvre vu le manque d'attractivité du métier d'AESH et le taux de démission chez ces personnels. Cette situation ne pourra que perdurer faute de création d'un statut de catégorie B avec des ORS permettant un temps plein pour 24h de suivi élève, mais aussi une amélioration des conditions de travail, ce qui passe par l'abandon des PAS (malheureusement confortés par la ministre). Et sur ces points, le gouvernement n'a toujours pas avancé, ce que nous dénonçons.

Au-delà de ces questions de postes, les annonces de ce jour indiquent clairement la poursuite d'une politique menée depuis 7 ans et le maintien de quasi toutes les mesures du Choc des savoirs alors qu'elles sont rejetées par les personnels qui refusent le tri social qu'elles induisent. Si nous actons la suppression du DNB couperet pour accéder au lycée, toutes les autres mesures sont maintenues et financées. Nous continuerons donc d'exiger l'abandon du Choc des savoirs, mais également du Pacte et de toutes les contre-réformes imposées depuis 7 ans.

Enfin, concernant les questions Fonction publique, la CGT Éduc'action ne peut que se féliciter de l'abandon du projet Barnier-Kasbarian d'instaurer 3 jours de carence. C'est indéniablement à mettre au crédit de la très forte mobilisation des personnels au mois de décembre dernier mais nous continuons d'exiger le maintien du niveau des indemnités maladie et l'abandon du jour de carence.

Au regard des annonces d'aujourd'hui, la CGT Éduc'action continue d'exiger un changement radical d'orientation budgétaire et politique pour les Services publics et notamment celui d'Éducation. Nous continuerons à porter la contestation et travaillerons à la mobilisation-construction du rapport de force indispensable pour que les revendications des personnels aboutissent rapidement.

Montreuil, le 17 janvier 2025

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE...

